

La note de Conjoncture de la CAPEB

UN SUPPLÉMENT
DE LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du
4^e trimestre 2024

Janvier 2025

Mémo 4^e trim.
(évolution en volume)

Activité artisanat
du bâtiment

↘ -6%

Neuf

↘ -13%

Entretien-Rénovation

↘ -1,5%

EN SYNTHÈSE

UNE FIN D'ANNÉE SOUS TENSION POUR L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

L'année 2024 s'achève sur une contraction significative de l'activité dans l'artisanat du bâtiment, reflétant les difficultés persistantes du secteur. L'artisanat du bâtiment signe, au 4^e trimestre 2024, son septième trimestre de baisse consécutive. L'année s'achève avec un recul moyen de -3,9 % du volume d'activité, avec une contribution largement négative de la construction neuve (-8,5 % sur l'année en moyenne). L'entretien-amélioration, pourtant plus résilient, recule également et termine l'année sur une tendance moyenne de -1 %. Les travaux de performance énergétique ne permettent pas de redresser cette tendance générale : ils reculent également, avec -0,5% sur l'année.

Le 4^e trimestre 2024 s'achève sans surprise pour l'artisanat du bâtiment, dans le prolongement d'une année difficile. Par rapport au 4^e trimestre 2023, le volume d'activité diminue de -6 %, portant la tendance annuelle à une baisse de -3,9 %. Ce ralentissement s'explique en grande partie par l'effondrement de la construction neuve, qui enregistre une chute de -13 % au dernier trimestre et de -8,5 % sur l'année, avec des autorisations et mises en chantiers toujours en déclin sur 12 mois. La demande de travaux peine à se redresser malgré l'amélioration du pouvoir d'achat induite par le ralentissement de l'inflation et la reprise des crédits à l'habitat depuis mars 2024. Le contexte politique incertain a contribué à alimenter l'attentisme et les inquiétudes des ménages, dont le taux d'épargne a augmenté d'un point entre fin 2023 et le 3^e trimestre 2024. Les ventes de logements anciens cumulées sur 12 mois, qui sont génératrices de travaux, ont poursuivi leur repli et demeurent sous la barre des 800 000 logements vendus en octobre 2024. Ainsi, bien que plus résilients, les travaux d'entretien-amélioration (60 % du chiffre d'affaires des entreprises artisanales) n'ont pas été épargnés cette année : leur recul s'est progressivement accentué pour

atteindre -1,5 % au 4^e trimestre 2024 (par rapport au même trimestre l'année précédente), et -1 % en moyenne sur l'année. Les travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements ne font pas exception. D'abord plus résistants que les travaux d'entretien-amélioration dans leur ensemble, ils ont finalement reculé au même rythme que ces derniers au 4^e trimestre (-1,5 %), enregistrant ainsi un repli de -0,5 % en moyenne sur l'année 2024.

Tous les corps de métier sont impactés, mais la maçonnerie et la menuiserie-serrurerie subissent les baisses les plus marquées, avec une contraction de 6,5 % au 4^e trimestre. Les métiers de l'électricité et de la décoration-plâtrerie affichent une meilleure résistance, bien que leur activité décroisse de 5,5 %. Ces difficultés se retrouvent également à l'échelle régionale, où toutes les zones, à l'exception de l'Île-de-France, font face à une accélération du recul d'activité. Les régions Bourgogne-Franche-Comté et Pays de la Loire sont particulièrement affectées, avec des baisses atteignant respectivement 8 % et 7 %. Les difficultés sur l'activité ont eu des conséquences directes sur la robustesse des entreprises. Le solde d'opinion sur les trésoreries s'établit à

-21 points au 4^e trimestre 2024, 27 % des entreprises en ayant constaté une dégradation contre 6 % une amélioration. En 2024, chaque trimestre, plus d'une entreprise artisanale sur cinq a fait état de besoin de trésorerie. L'emploi salarié a également été impacté. Au 3^e trimestre 2024, 21 200 salariés de moins qu'au 3^e trimestre 2023 étaient recensés (-2,5 %). Cette orientation négative devrait se poursuivre sur la première partie de l'année 2025. En effet, 11 % des entreprises rapportaient envisager de licencier ou ne pas renouveler des contrats au premier semestre 2025, contre seulement 8 % envisageant de recruter.

Face à ces multiples défis, l'artisanat du bâtiment entre en 2025 dans un contexte de fragilité économique. L'absence de budget voté pénalise le secteur en empêchant l'entrée de vigueur des mesures de simplification, de lutte contre la fraude et l'accès aux aides à la rénovation énergétique. Si les perspectives restent incertaines, la capacité du secteur à se réinventer doit également pouvoir s'appuyer sur une politique du logement qui prend en compte les spécificités des entreprises artisanales pour répondre aux besoins du marché et redynamiser une activité en berne.

VOLUME D'ACTIVITÉ

L'année 2024 s'achève sur un net repli

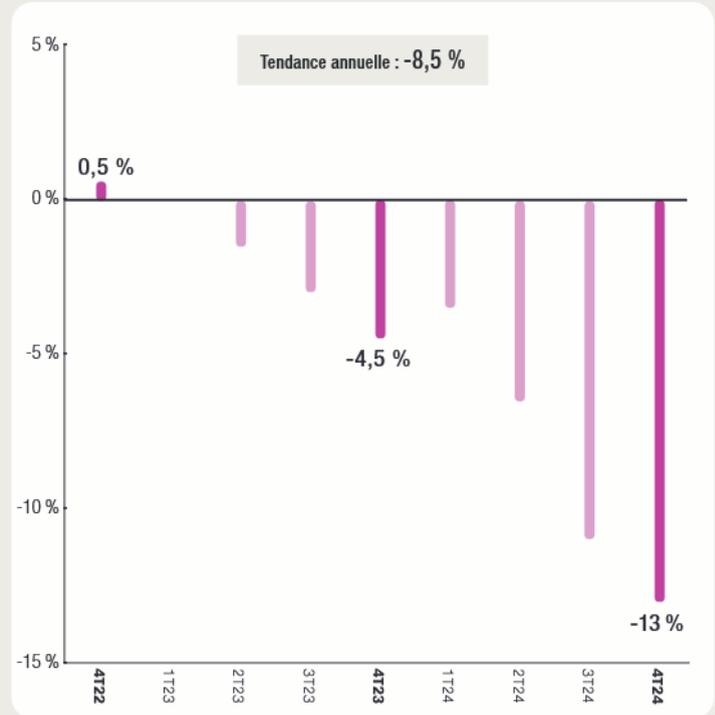
Au 4^e trimestre 2024, le volume d'activité de l'artisanat du bâtiment a reculé de -6 % par rapport au 4^e trimestre 2023. Les entreprises artisanales du bâtiment observent donc un recul de l'activité de près de -4 % sur l'année 2024. Le repli de la construction neuve marque une nouvelle accélération, avec une baisse du volume d'activité de -13 % par rapport au 4^e trimestre 2023, soit -8,5 % en moyenne sur l'année.

Activité artisanat

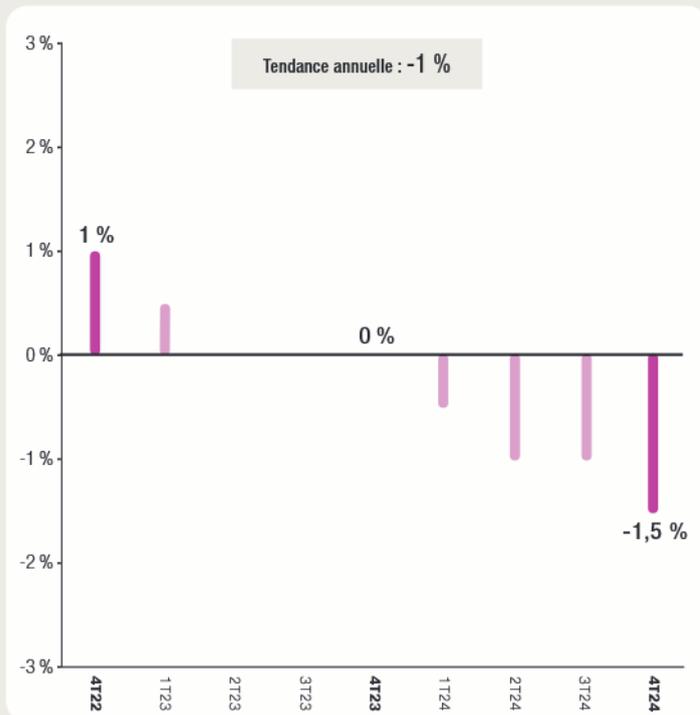


L'entretien-amélioration également accélère son recul, bien que de façon contenue, passant de -1 % au trimestre précédent à -1,5 % ce trimestre, et terminant l'année 2024 sur une tendance de -1 % en moyenne. Enfin, le volume d'activité des travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements décroît significativement ce trimestre (-1,5 %), avec un repli annuel de -0,5%.

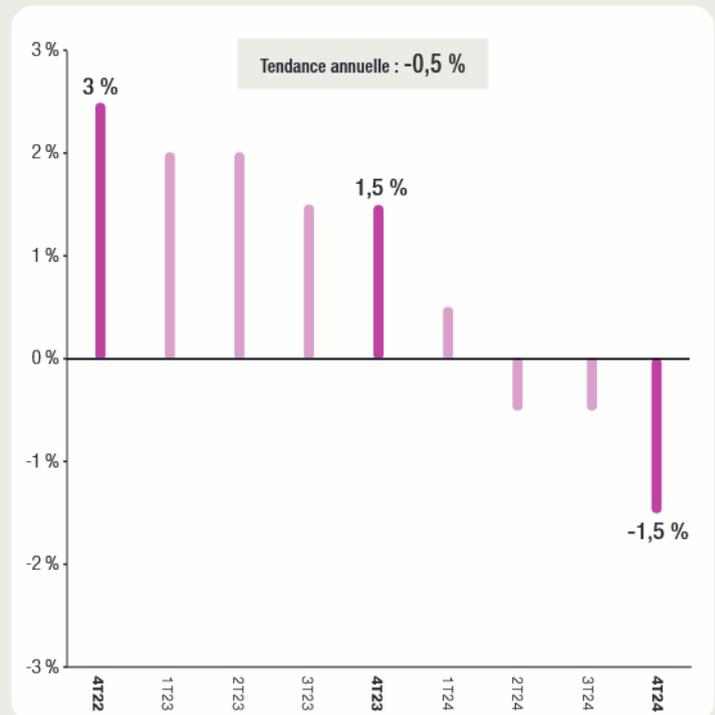
Construction neuve



Entretien-rénovation (y compris travaux de performance énergétique)



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)



Source : CAPEB - Xerfi, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

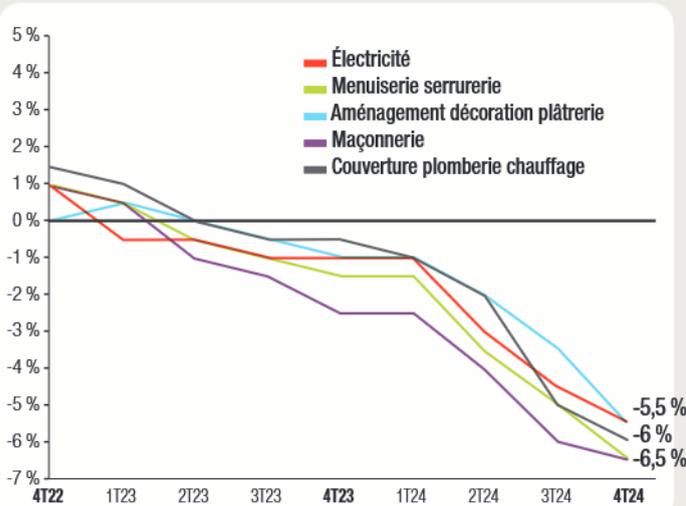


ACTIVITÉ

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Le recul de l'activité s'accroît pour tous les corps de métiers

Le 4^e trimestre 2024 se poursuit dans le prolongement des précédents pour tous les corps de métiers, avec une accélération du rythme de recul du volume d'activité. Le recul le moins marqué, de -5,5 %, concerne les entreprises d'électricité et aménagement-décoration-plâtrerie. Les entreprises de couverture-plomberie-chauffage sont, ce trimestre encore, fortement impactées (-6 %). Enfin, les entreprises de maçonnerie enregistrent pour le 7^e trimestre consécutif la contraction la plus importante (-6,5 %), à égalité ce trimestre avec les entreprises de menuiserie-serrurerie.

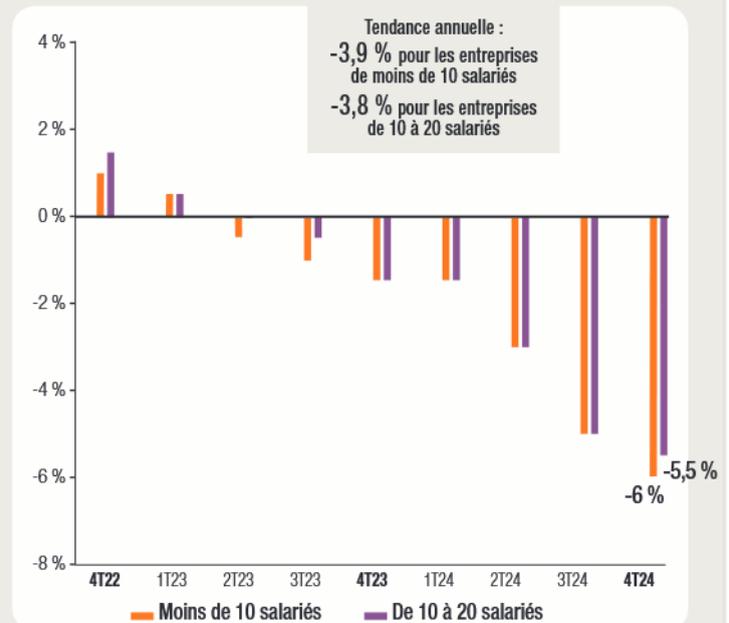


Source : CAPEB - Xerfi, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Un recul d'activité légèrement plus marqué pour les plus petites entreprises artisanales

Au 4^e trimestre 2024, les entreprises artisanales de moins de 10 salariés enregistrent un recul de l'activité légèrement plus important que les entreprises artisanales de 10 à 20 salariés (respectivement -6 % et -5,5 % par rapport au 4^e trimestre 2023).



Source : CAPEB - Xerfi, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédent.

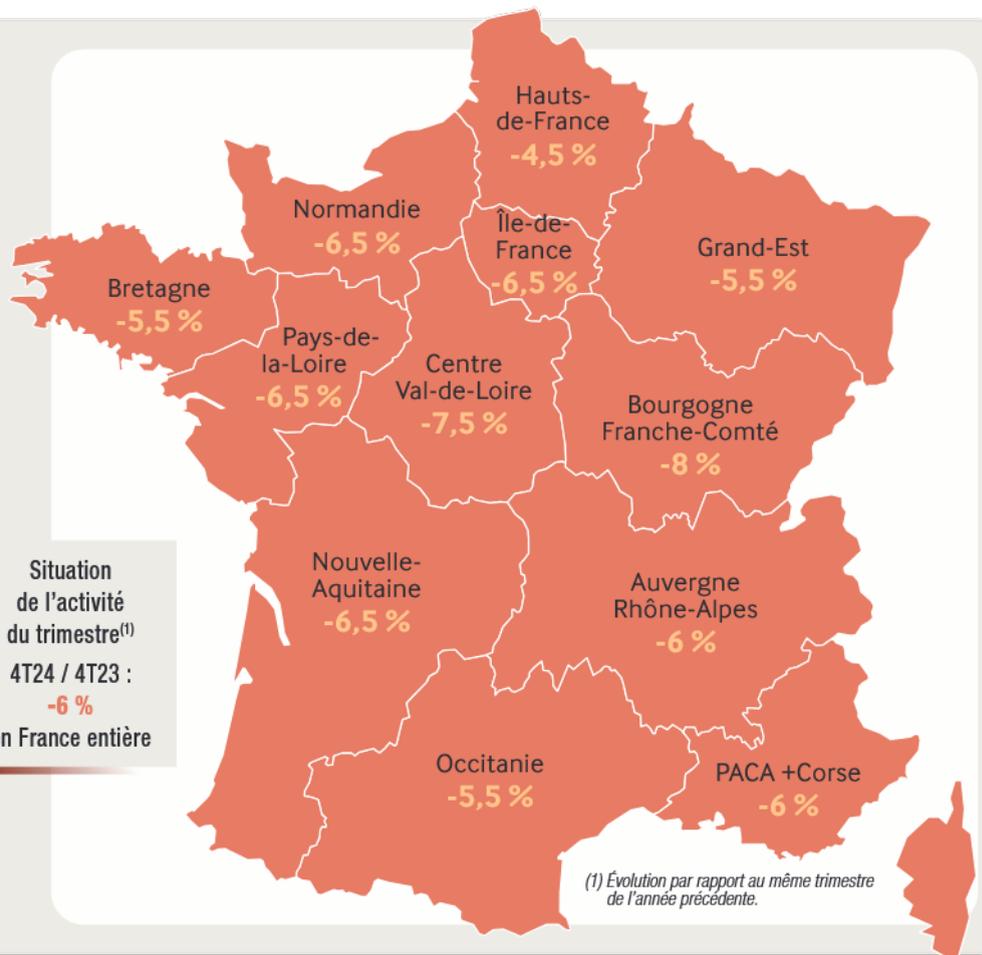
ACTIVITÉ PAR RÉGION

Activité réalisée au 4T2024

Dans toutes les régions à l'exception de l'Île-de-France, le recul de l'activité s'accroît au 4^e trimestre 2024.

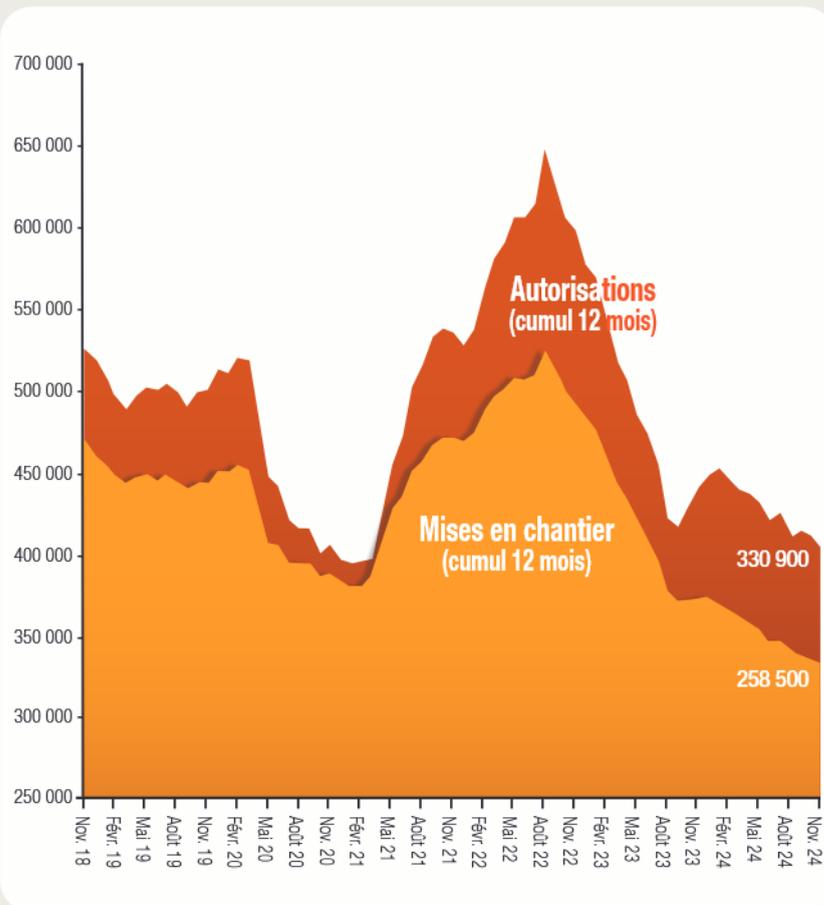
Bien que significatif dans tous les territoires, le recul de l'activité en glissement annuel demeure relativement plus contenu en région Hauts-de-France (-4,5 %), Bretagne, Grand-Est et Occitanie (-5,5 %).

La tendance la plus défavorable concerne la région Bourgogne Franche-Comté, dont le repli de l'activité passe de -4 % à -8 % ce trimestre.



NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS

Les mises en chantier



De décembre 2023 à novembre 2024, 330 900 logements ont été autorisés à la construction, soit une baisse de 44 900 unités par rapport aux douze mois précédents (-11,9 %). Parallèlement, 258 500 logements auraient été mis en chantier, en recul de 49 900 unités (-16,2 %) par rapport à la période allant de décembre 2022 à novembre 2023. Ainsi, malgré une progressive stabilisation des niveaux mensuels d'autorisations et mises en chantier à des niveaux bas, la baisse est toujours sensible pour les cumuls annuels. Comparé aux 12 mois précédant la crise sanitaire (mars 2019 à février 2020), les autorisations de logements de décembre 2023 à novembre 2024 sont inférieures de 28 %, et les mises en chantier de 33 %.

Les autorisations pour les logements individuels cumulées sur 12 mois ont chuté de 22 900 unités par rapport aux 12 mois précédents (-16,2 %), atteignant 118 500 logements en novembre 2024. Les logements individuels purs ont enregistré une baisse plus marquée (-22,0 %) que les logements individuels groupés (-3,7 %). Sur la même période, les mises en chantier de logements individuels auraient diminué de 33 200 unités (-25,6 %), atteignant 96 300 logements commencés. Les logements individuels purs afficheraient une nouvelle fois un recul nettement plus marqué (-33,3 %) que celui des logements individuels groupés (-2,7 %).

Dans le secteur des logements collectifs ou en résidence, 212 400 logements ont été autorisés entre décembre 2023 et novembre 2024, soit une baisse de 22 100 unités (-9,4 %) par rapport aux douze mois précédents, et de 23 % par rapport à mars 2019-février 2020. Les autorisations de logements collectifs ordinaires diminuent (-12,2 %), tandis que celles des logements en résidence progressent légèrement (+2,0 %). Les mises en chantier dans ce secteur auraient reculé de 16 700 unités (-9,3 %), pour atteindre 162 200 logements commencés. Les logements collectifs ordinaires enregistreraient une baisse plus importante (-13,0 %) que les logements en résidence (-8,5 %).

Type de logements autorisés

Cumul des 12 derniers mois
(résultats à la fin novembre 2024)

Variation

(décembre 2023 à novembre 2024 / décembre 2022 à novembre 2023)

Individuel	118 500	-16,2 %
- Individuels purs	75 600	-22,0 %
- Individuels groupés	42 900	-3,7 %
Collectifs	164 900	-12,2 %
Logements en résidence	47 500	+2,0 %
Total	330 900	-11,9%

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois
(résultats à la fin novembre 2024)

Variation

(décembre 2023 à novembre 2024 / décembre 2022 à novembre 2023)

Individuels	96 300	-25,6 %
- Individuels purs	64 700	-33,3 %
- Individuels groupés	31 700	-2,7 %
Collectifs	133 400	-8,5 %
Logements en résidence	28 700	-13,0 %
Total	258 500	-16,2 %

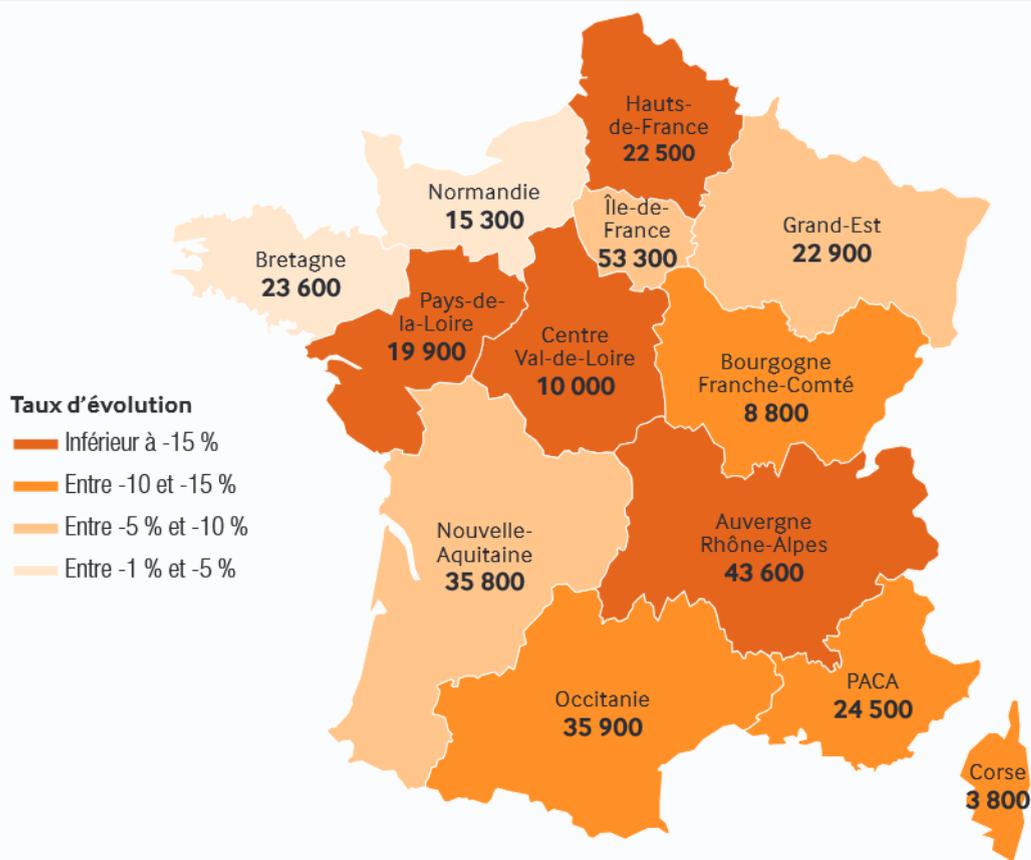
Source : SDES, Sita@del2 (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles.

La somme des valeurs peut ne pas correspondre exactement aux totaux en raison des arrondis.

Avertissement : les estimations des mises en chantiers sont susceptibles de donner lieu à des révisions significatives en raison des perturbations sur les délais depuis la crise sanitaire.

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS PAR RÉGION

LOGEMENTS AUTORISÉS (DE DÉCEMBRE 2023 À NOVEMBRE 2024)



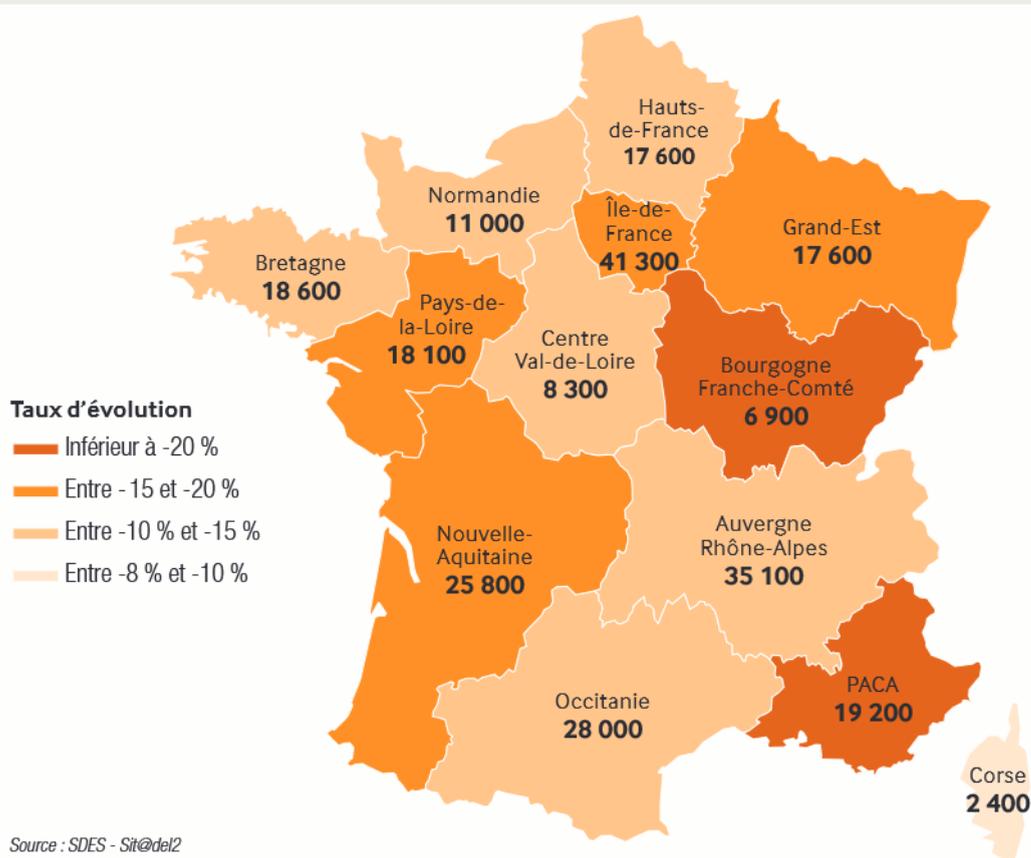
Les permis de construire cumulés sur 12 mois en novembre 2024 affichent un recul de -11,9 % par rapport à novembre 2023, soit 330 900 autorisations.

L'ensemble des régions affiche un recul des autorisations cumulées sur 12 mois.

Les régions observant le recul le moins marqué sont la Bretagne (-1,4 %) et la Normandie (-3,7 %), alors que les régions Centre Val-de-Loire (-20 %), Pays-de-la-Loire (-19,3 %), Hauts-de-France (-17,5 %) et Auvergne Rhône-Alpes (-15,8 %) conservent une tendance négative très marquée.

Grille de lecture : dans la région Pays-de-la-Loire, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de décembre 2023 à novembre 2024, a enregistré un recul de plus de 15 % par rapport à la période de douze mois précédente. Ainsi à la fin novembre 2024, le cumul sur un an des permis de construire s'établissait à 19 900.

LOGEMENTS COMMENCÉS (DE DÉCEMBRE 2023 À NOVEMBRE 2024)



La nette tendance négative sur les mises en chantier est toujours observable sur l'ensemble du territoire comme à l'échelle régionale.

En Corse, le recul est comparativement moins important (-8,8 %), tandis qu'il est très marqué en régions Bourgogne Franche-Comté (-22,7 %) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (-22,6 %).

Grille de lecture : dans la région Occitanie, le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de décembre 2023 à novembre 2024, a enregistré un recul compris entre -10 et -15 % par rapport à la période de douze mois précédente. Ainsi à la fin novembre 2024, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 28 000.

ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens cumulées sur les douze derniers mois



Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales.

774 000 logements anciens vendus

En octobre 2024, les ventes de logements anciens cumulées sur 12 mois atteignent 774 000 unités, niveau inférieur de 15 % à celui d'octobre 2023.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinion toujours proche de l'équilibre

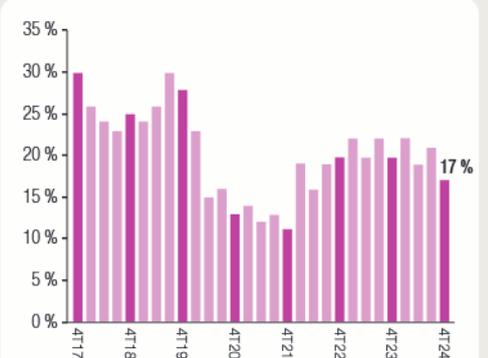
10 % des entreprises enregistrent une hausse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des collectivités locales tandis que 15 % constatent une baisse (soit un solde de -5 points contre -1,4 en moyenne sur longue période).



Source : CAPEB - Xerfi, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinion / en pointillé : moyenne).

17% des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

17 % des entreprises déclarent travailler pour les collectivités locales au 4^e trimestre 2024 (proportion inférieure de 3 points par rapport au 4^e trimestre 2023).



SOUS-TRAITANCE

Le solde d'opinion remonte légèrement, mais reste négatif

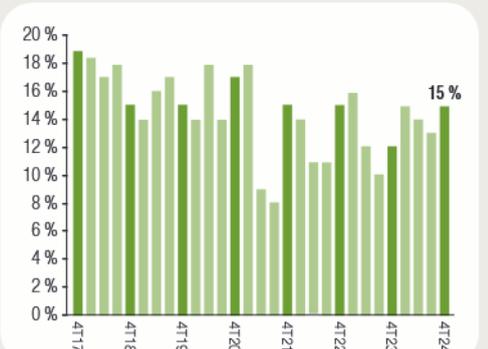
22 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance tandis que 9 % constatent une progression. Le solde d'opinion s'établit à -13 points (la moyenne à long terme étant de 2,2 points).

15 % des entreprises en sous-traitance

En légère augmentation sur un an, le poids des entreprises réalisant une partie de leur activité en sous-traitance s'établit à 15 % au 4^e trimestre 2024.



Source : CAPEB - Xerfi, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinion / en pointillé : moyenne).



COMMANDES

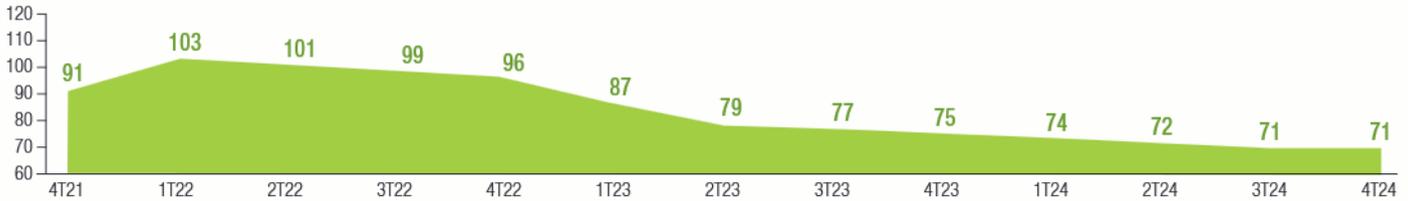
CARNETS DE COMMANDES

Des carnets de commandes en stagnation

Le niveau des carnets de commandes représente 71 jours de travail à venir au 4^e trimestre 2024, soit 4 jours de moins qu'un an auparavant.

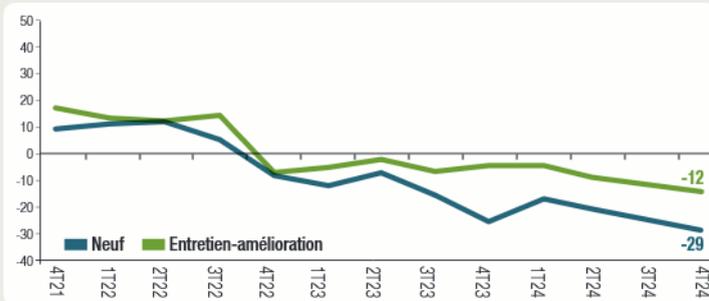
Les soldes d'opinion sur les carnets de commandes sont négatifs et en dégradation, en construction neuve de manière toujours nettement plus marquée (-29 points) qu'en entretien-amélioration (-12 points).

Évolution des carnets de commandes en nombre de jours



Source : CAPEB - Xerfi.

Neuf / Entretien-amélioration



Source : CAPEB - Xerfi, évolution (solde d'opinion) par rapport au trimestre précédent.

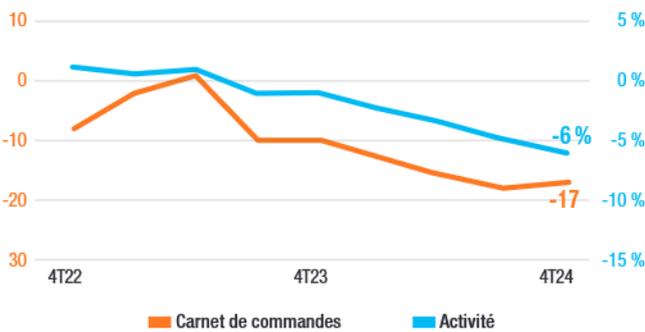
Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



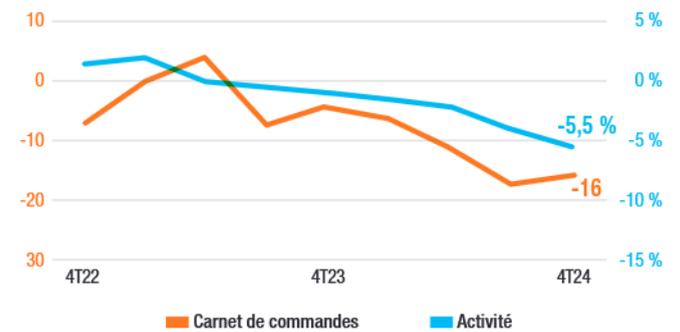
Source : CAPEB - Xerfi, évolution (solde d'opinion) par rapport au trimestre précédent.

CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGION

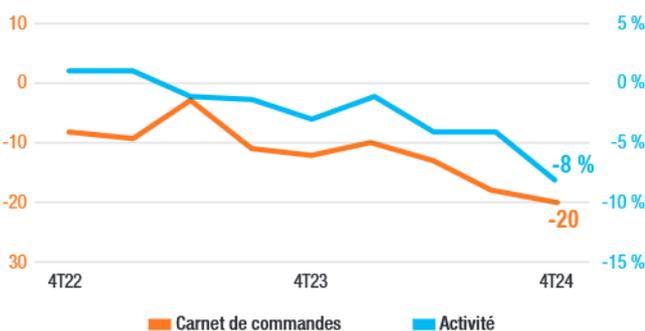
Auvergne Rhône-Alpes



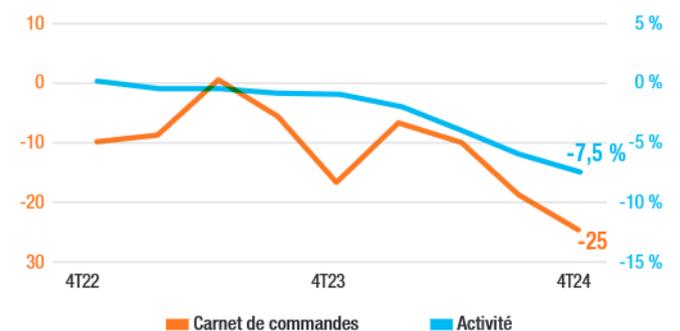
Bretagne



Bourgogne Franche-Comté



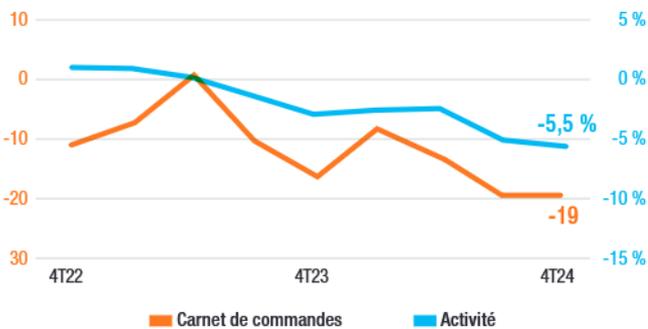
Centre Val-de-Loire



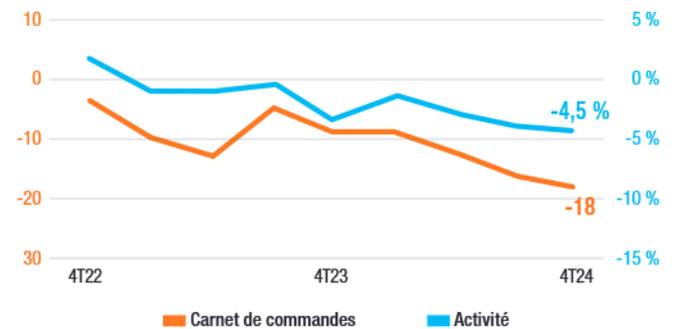
Source : CAPEB - Xerfi, évolution de l'activité par rapport au même trimestre de l'année (en bleu : activité et en orange : solde d'opinion sur les carnets de commandes).

CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGION

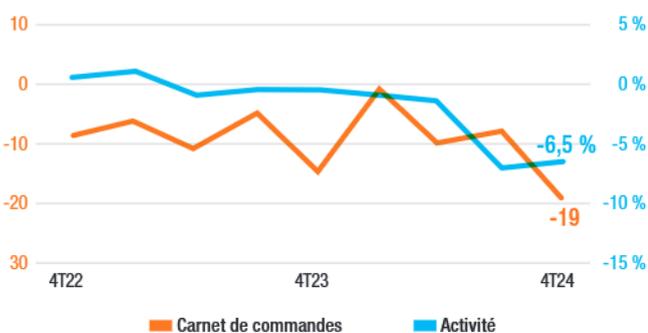
Grand-Est



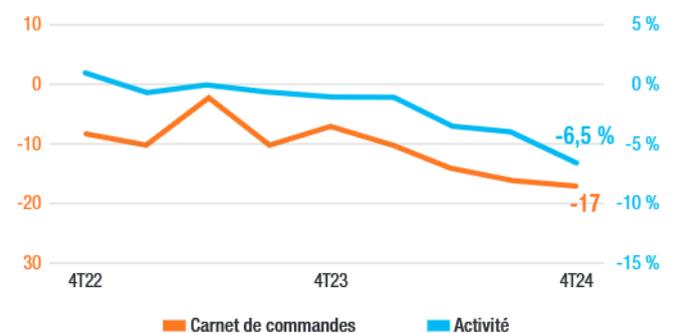
Hauts-de-France



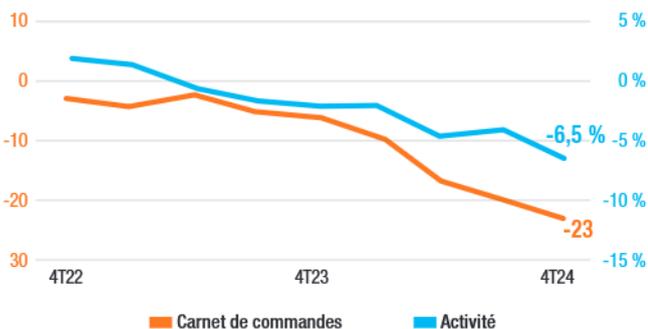
Île-de-France



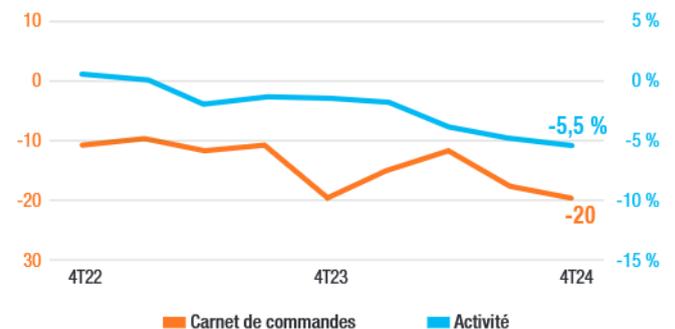
Normandie



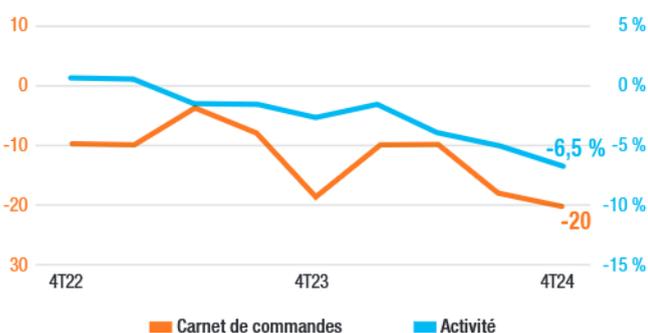
Nouvelle-Aquitaine



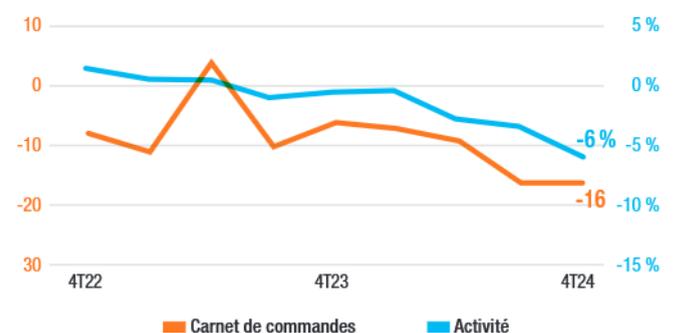
Occitanie



Pays-de-la-Loire



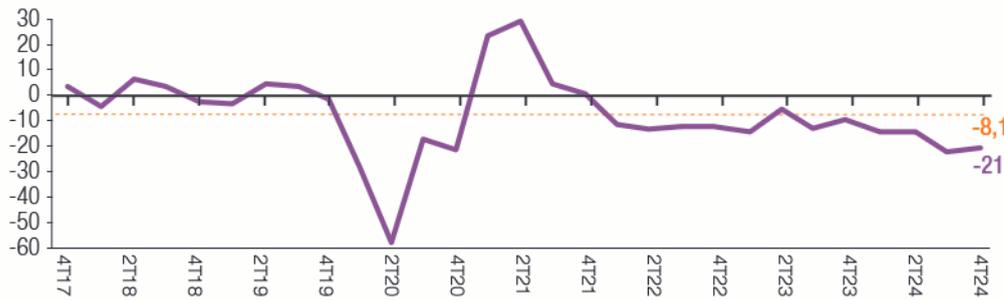
Provence-Alpes-Côte-d'Azur - Corse



Source : CAPEB - Xerfi, évolution de l'activité par rapport au même trimestre de l'année (en bleu : activité et en orange : solde d'opinion sur les carnets de commandes).

TRÉSORERIE

SITUATION DE LA TRÉSORERIE

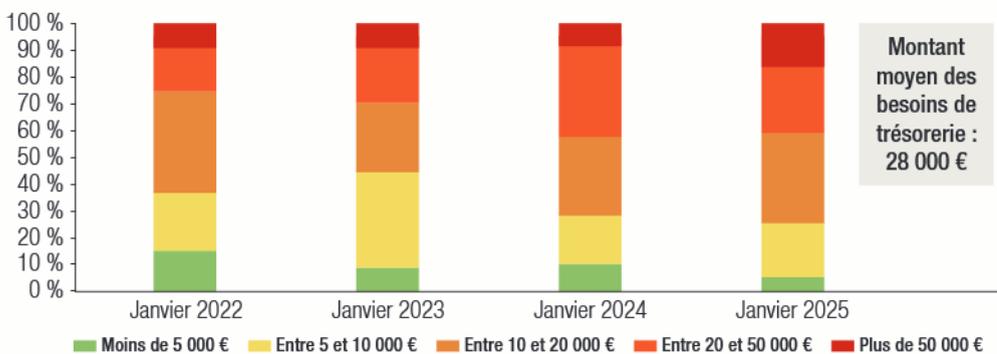


Source : CAPEB - Xerfi, évolution (solde d'opinion) par rapport au trimestre précédent.

Le solde d'opinion sur la trésorerie demeure nettement négatif

Le solde d'opinion concernant la trésorerie s'établit à -21 points (contre -8,1 points pour la moyenne de long terme), après -22 points au trimestre précédent. 27% des entreprises déclarent une détérioration de leur trésorerie au 4^e trimestre 2024, contre seulement 6% une amélioration.

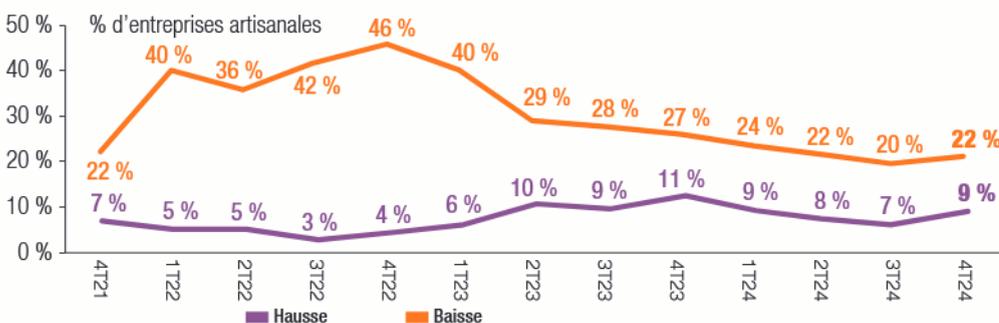
RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - Xerfi.

Au 4^e trimestre 2024, 22 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 17 % au même trimestre de l'année précédente), pour un montant moyen toujours important de 28 000 euros.

ÉVOLUTION DES MARGES



Source : CAPEB - Xerfi.

Au 4^e trimestre 2024, 22 % des entreprises déclarent constater une baisse de leurs marges, tandis que 9 % déclarent une hausse.

Le solde d'opinion sur ce trimestre s'établit à -13 points comme au trimestre précédent, demeurant ainsi défavorable.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES DANS LE BTP

Créations : -3,3 %

Au 3^e trimestre 2024, 19 078 créations ont été enregistrées dans la construction (-2,7 % par rapport au même trimestre l'année précédente).

Source : INSEE.

Défaillances : +19 %

Au 3^e trimestre 2024, 2 934 défaillances d'entreprises ont été enregistrées dans la construction (+19 % par rapport au 3^e trimestre 2023).

Source : Banque de France.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Au 3^e trimestre 2024, le taux d'épargne des ménages poursuit sa hausse, s'établissant à 18,2 % soit 1,6 point de plus qu'un an auparavant.



Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

ENTRETIEN-AMÉLIORATION : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

La décélération des prix se poursuit

Sur un an, l'augmentation des prix des travaux d'entretien-amélioration des bâtiments ralentit légèrement au 3^e trimestre 2024 (+1,2 %, après +1,4 % au trimestre précédent). La hausse des prix sur un an est plus marquée dans le secteur non-résidentiel (+1,7 %) que dans le secteur résidentiel (+0,9 %).

Les prix augmentent le plus fortement pour les travaux de peinture et de vitrerie (+2,1 % sur un an, après +2,2 %) et pour les travaux de revêtement des sols et des murs (+2,1 % après +2,1 %). Ils augmentent également de manière prononcée pour les travaux de plomberie, d'installation de chauffage et de conditionnement d'air

(+1,9 % après +2,0 %) ainsi que pour les « autres travaux d'installation » (+1,9 % après +1,4 %), pour les travaux de couverture (+1,9 % après +1,9 %) et pour les travaux d'installation électrique (+1,6 % après +1,6 %). La hausse des prix est plus modérée pour les travaux de plâtrerie (+0,8 % après +1,4 %). Enfin, les branches pour lesquelles les prix augmentent le moins sur un an sont les travaux de menuiserie (+0,4 % après +1,0 %) et les « autres travaux de construction spécialisés » (+0,1 % après +0,2 %).

En parallèle, les coûts (selon l'indice BT50) augmentent de +1,3 % sur la même période.

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : INSEE, base 100 en 2021.

Évolution des prix par corps de métiers pour les bâtiments résidentiels et non résidentiels 3T2024/3T2023

Indice des prix des travaux d'entretien-amélioration (IPEA)	Évolution
4321 - Installation électrique	1,2 %
4322 - Plomberie, installation de chauffage et de conditionnement d'air	1,6 %
4329 - Autres travaux d'installation	1,9 %
4331 - Plâtrerie	0,8 %
4332 - Menuiserie	0,4 %
4333 - Revêtement des sols et des murs	2,1 %
4334 - Peinture et vitrerie	2,1 %
4391 - Couverture	1,9 %
4399 - Autres travaux de construction spécialisé	0,1 %

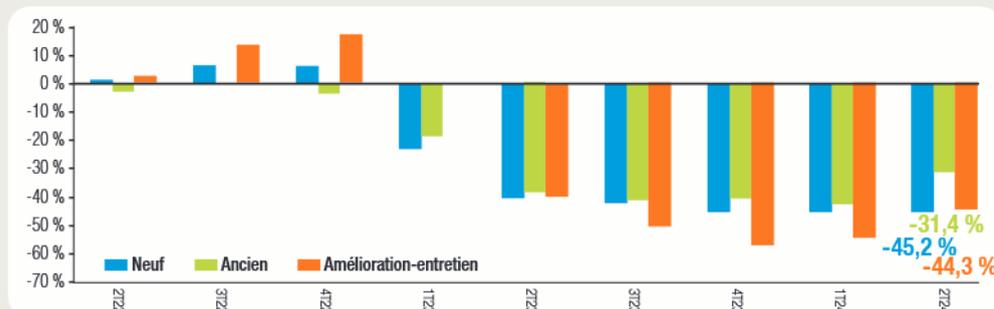
Source : INSEE, base 100 en 2021.

CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS

Les crédits à l'habitat fléchissent sur un an mais, avec une progression pour l'ancien ce trimestre

Au 2^e trimestre 2024, le montant total de crédits à l'habitat accordés marque un rebond de 7,5 % par rapport au trimestre précédent. En effet, les crédits destinés à l'acquisition de logements anciens, qui représentent 80 % du total, ont enregistré une hausse de +11,6 % alors que les autres segments reculent encore, ce qui témoigne d'une progressive détente. Malgré cette amélioration, le niveau des crédits à l'habitat demeure bas et en baisse par rapport à l'année précédente (-34,4 % au 2^e trimestre 2024 par rapport au 2^e trimestre 2023, avec -45,2 % pour les logements neufs, -44,3 % pour les travaux d'amélioration-entretien, et -31,4 % pour l'ancien).

Évolution des montants accordés de crédits à l'habitat, en glissement annuel (T/T-4)



Source : Banque de France.

PRIX ET COÛTS

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en décembre 2024	Évolution annuelle (M/M-12)
118,88	+1,2 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 3T2024	Évolution annuelle (T/T-4)
2 143	+1,8 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1953.

Indice de référence des loyers

Valeur au 4T24	Évolution annuelle (T/T-4)
144,64	+1,8 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998.

INDEX BT50*

Valeur en novembre 2024	Évolution annuelle (M/M-12)
133,5	+1,4 %

Source : MEEEM, publication au JO du 16 octobre 2024, base 100 en 2010.

COURS DES MÉTAUX

Aluminium

En dollars/tonne en novembre 2024	Évolution annuelle (M/M-12)
2 582,2	+17,3 %

Cuivre

En dollars/tonne en novembre 2024	Évolution annuelle (M/M-12)
9 074,3	+11 %

Zinc

En dollars/tonne en novembre 2024	Évolution annuelle (M/M-12)
2 998,2	+17,9 %

PRIX DE VENTE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION*

Céramiques et matériaux de const.

Valeur en novembre 2024	Évolution annuelle (M/M-12)
125,4**	-2 %

Béton prêt à l'emploi

Valeur en novembre 2024	Évolution annuelle (M/M-12)
127,6**	-0,7 %

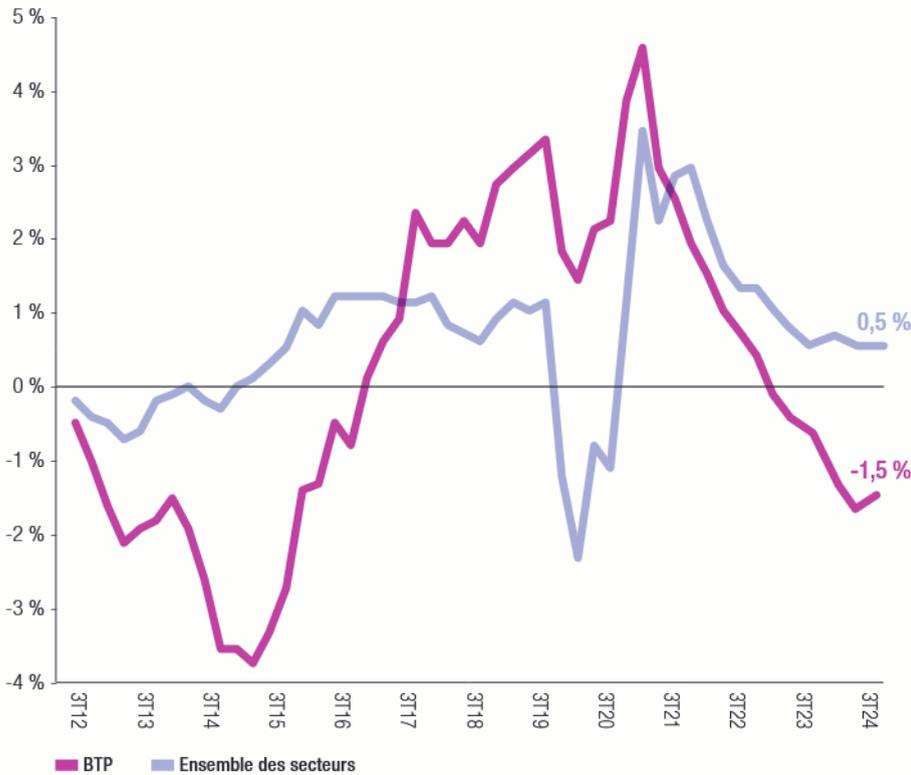
Produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en octobre 2024	Évolution annuelle (M/M-12)
96,5**	-6,3 %

* BT50 : Entretien-Rénovation tous corps d'état.
** Valeur provisoire (source : INSEE, indice base 100 en 2021).

EMPLOI

EMPLOI DANS LE BTP



Source : INSEE.

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 558 500 au 3T2024, soit une baisse de 1,5 % sur un an (contre +0,5 % dans l'ensemble des secteurs principalement marchands).

Source : INSEE.

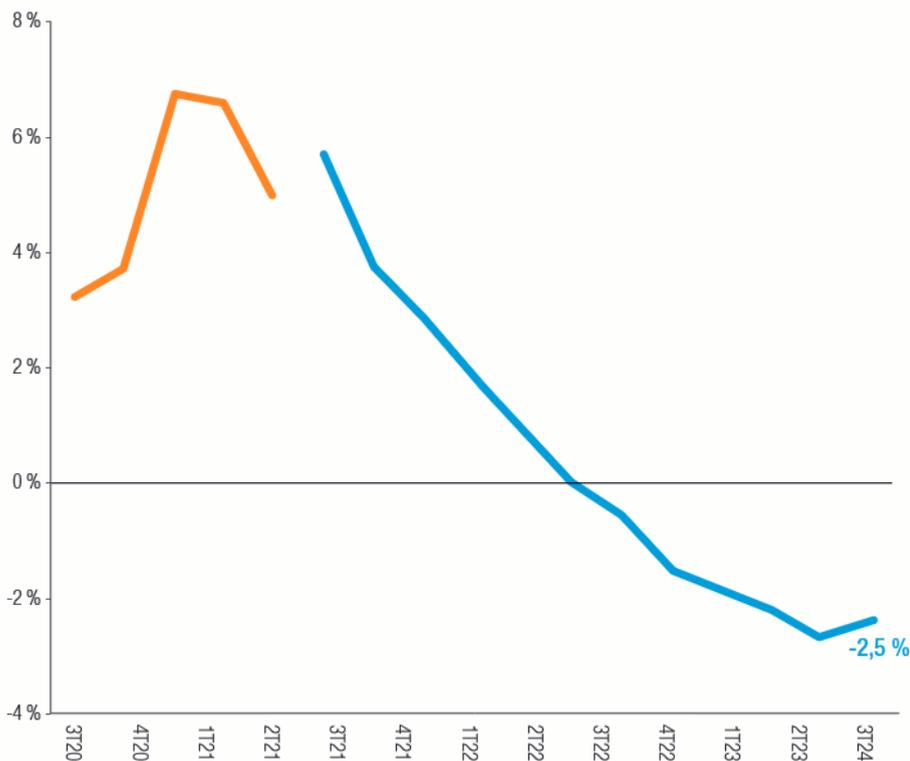
Emploi intérimaire

Au 3^e trimestre 2024, le secteur du BTP totalise 130 104 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein). L'intérim recule par rapport au 3^e trimestre 2023 (-6,2 %).

Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 7,7 %.

Source : DARES.

EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS



Source : ACOSS.

Évolution de l'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés

Au 3^e trimestre 2024, l'emploi recule dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés par rapport au 3^e trimestre 2023.

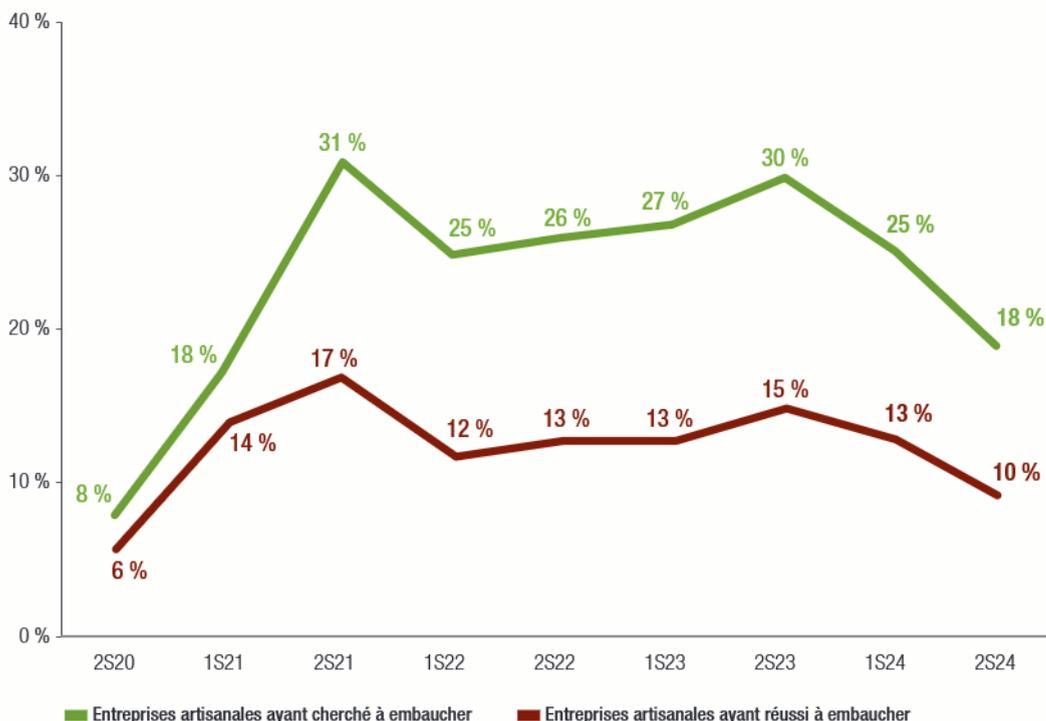
La variation s'établit à - 2,5 % (-21 193 emplois).

Source : ACOSS.

Avertissement : en raison d'un changement de périmètre des données de l'Urssaf, les effectifs salariés prennent dorénavant en compte les apprentis. Sur le graphique ci-contre est ainsi visible la rupture de série : la courbe orange correspond à l'ancienne série, tandis que la courbe bleue prend en compte le nouveau périmètre.

LES EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

% d'entreprises artisanales

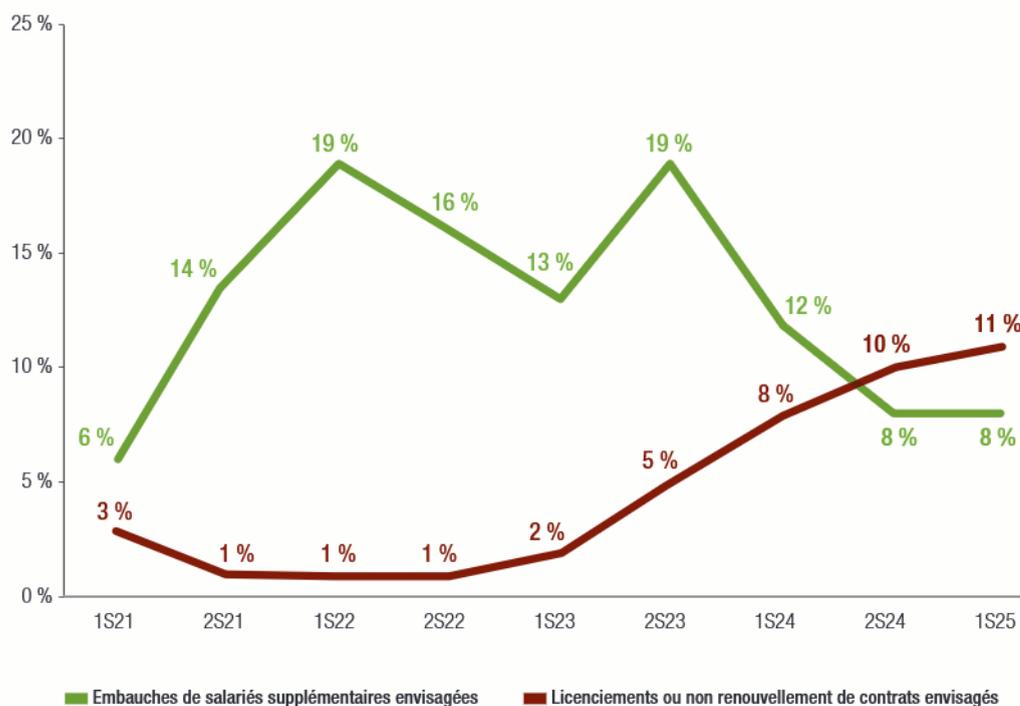


Au second semestre 2024, les entreprises artisanales sont 18 % à avoir cherché à recruter, marquant une nouvelle baisse. 10 % des entreprises ont réussi à recruter.

Source : CAPEB - Xerfi.

LES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

% d'entreprises artisanales



Pour le second semestre d'affilée, la part d'entreprises envisageant des licenciements ou non renouvellements de contrats dépasse la part d'entreprises envisageant de recruter au premier semestre 2025.

Cela témoigne des nettes difficultés du secteur, et de la mauvaise orientation de l'emploi salarié qui devrait perdurer pour encore plusieurs trimestres.

Source : CAPEB - Xerfi.